

*Les crédits*

Canada rural. Certains d'entre eux regroupent plus de travailleurs que d'autres.

Je tiens également à préciser que j'ai toujours cru et que je croirai toujours fermement que la santé de l'économie d'un pays dépend de celle de l'agriculture. Il suffit de se pencher sur la situation dans les divers pays du monde pour s'apercevoir que malgré tous les efforts qu'un pays peut déployer, afin de survivre, s'il ne peut compter sur une agriculture forte, viable et rentable, son économie et son avenir sont alors menacés. Je pourrais vous en donner des exemples, mais je crois qu'il suffit d'y réfléchir pour qu'ils nous viennent tous à l'esprit.

J'ai dit tout à l'heure que la collectivité rurale subissait d'énormes changements. Nous savons tous que nous perdons de petites villes dans les Prairies pour diverses raisons. L'industrie se transforme. Nous n'ignorons pas que dans les régions les plus densément peuplées du pays, les citadins déménagent à la campagne, afin de profiter du mode de vie rural. J'espère que le gouvernement, face à cette situation, gardera à l'esprit la nécessité de préserver la vraie nature des régions rurales du pays. Pour ce faire, nous devons conserver les outils de gestion nécessaires. Il faut faire en sorte que les compétences voulues—les agriculteurs, les producteurs de produits primaires et les industries de transformation—restent dans ces collectivités, afin d'assurer la survie de l'économie rurale.

Nous devons nous rappeler que nous avons une dette non seulement envers nous-mêmes, mais également envers nos enfants, nos petits-enfants et les générations qui suivront. Il s'agit pour nous de bien gérer les ressources à notre disposition. Nous avons passé beaucoup de temps il y a 18 ou 24 mois sur l'un des plus grands débats qui ait jamais eu lieu au Canada, celui sur le libre-échange. On a consacré beaucoup de temps au pétrole, au gaz et à l'eau. Nous avons également beaucoup parlé d'agriculture. Cependant, je ne crois pas que nous ayons pris la bonne voie, dans ce dernier cas. Nous ne sommes pas conscients, à mon avis, de l'importance de l'agriculture en tant que ressource.

Nous parlons beaucoup de salubrité des aliments. C'est là une question qui nous inquiète tous. Nous parlons également de la qualité des aliments. J'exhorte le gouvernement à reconnaître dans une plus large mesure qu'il se peut, en effet, qu'il en coûte légèrement plus pour produire des aliments au Canada mais que les Canadiens sont disposés à payer davantage, au besoin, si on leur donne de bonnes raisons pour ce faire. À l'heure actuelle, nos denrées sont les plus sûres du monde. Si on explique cela aux Canadiens, ils répondront sûrement

qu'ils ne veulent pas payer moins cher à court terme pour en subir ensuite les conséquences à long terme. Ils sont prêts à payer, afin que nos denrées soient produites au Canada selon nos propres lignes directrices et nos propres règlements, et que nous puissions continuer à compter sur des denrées sûres.

Je voudrais également m'arrêter sur un autre aspect qui est abordé dans la motion d'aujourd'hui. Cette motion se lit en partie comme suit:

5) fournir une gamme complète de services, y compris des refuges, des garderies et des programmes d'acquisition de nouvelles compétences, qui aideront les femmes de toutes les collectivités rurales à remplir leur rôle crucial.

Il y a quelques années, j'ai fait partie d'un groupe de travail du gouvernement de l'Ontario sur la santé et la sécurité dans le secteur de l'agriculture, qui a parcouru la province et y a tenu un grand nombre d'audiences. C'est probablement à ce moment-là que j'ai mieux compris l'importance des femmes dans l'agriculture et leur rôle. Nous savons que le nombre d'exploitations agricoles est de plus en plus restreint au Canada. Nous n'ignorons également pas qu'un plus fort pourcentage de ces exploitations appartiennent à des femmes et sont dirigées et administrées par des femmes.

Nous sommes, en outre conscients du rôle essentiel que les femmes jouent dans le fonctionnement de ces exploitations. Étant donné la situation précaire de nombreuses exploitations agricoles au Canada à l'heure actuelle, nous savons que ces femmes risquent fort de devoir travailler à l'extérieur de leur exploitation. En plus de cela, elles doivent s'occuper du foyer, veiller au bien-être de leur famille et, dans bien des cas, jouer un rôle important dans la gestion et l'administration de l'exploitation.

Je connais des fermières qui se lèvent à 4 h 30 ou à 5 heures du matin ou qui veillent tard la nuit pour préparer la paie des employés. C'est une chose dont nous devons tenir compte.

Je demande instamment au gouvernement de ne pas se retirer de ce programme. Il s'est déjà retiré de nombreux programmes depuis deux ou trois ans. Et pourtant, le rapport Neilsen, il y a quelques années, avait fait état de plusieurs mesures à prendre dans le domaine agricole. Je suis certes consterné de voir que le gouvernement a pratiquement aboli les prêts destinés aux améliorations agricoles avec les modifications qu'il leur a apportées. Il a pratiquement supprimé la ristourne de taxe sur le carburant. Les programmes d'aide à la construction d'entrepôts pour les fruits et les légumes, auxquels participait le gouvernement, sont arrivés à terme. Et il a enlevé aux